



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Lundi 27 août 2012
Numéro 162

Médiarama, www.alintiqad.com

Titres des journaux

As Safir (Nationaliste arabe)

Tripoli-la victime: l'armée intègre les «périmètres de sécurité»

An Nahar (proche du 14-Mars)

Le gouvernement décidera-t-il d'ouvrir l'aéroport de Kléat? Pas d'indices positifs dans le dossier des otages

Al Akhbar (Quotidien de gauche)

Tripoli: 4 lignes rouges

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

Affaire Samaha: l'enquête et les aveux

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

Assad veut vaincre «à n'importe quel prix»

Al Hayat (Quotidien libano-saoudien)

Assad devant une délégation iranienne: Nous poursuivrons à n'importe quel prix

Al Quds al-Arabi (Edité à Londres)

Assad déterminé à écraser la révolte quel que soit le prix. L'apparition de Chareh dément les rumeurs sur sa défection. Des centaines de cadavres dans un nouveau massacre à Daraya. Moallem: pas de dialogue avant l'épuration de la Syrie

L'événement

L'armée riposte, perquisitionne et arrête des miliciens à Tripoli

Avec la poursuite des violences à Tripoli, l'Armée libanaise a fait preuve d'une plus grande fermeté ces dernières 24 heures, ripostant aux sources des tirs, effectuant des perquisitions et arrêtant des miliciens qui continuaient à se déplacer avec leurs armes en dépit des mises en garde lancées par la troupe. Les violents affrontements aux armes automatiques légères et moyennes, aux roquettes et aux obus de mortier, ont cédé la place à des tirs de snipers, qui ont encore fait, dimanche, deux morts, des civils. Le bilan du dernier round d'affrontements à Tripoli s'élève désormais à 18 morts et 120 blessés, dont de nombreux militaires.

La tension a gagné des secteurs qui sont relativement éloignés de la ligne de démarcation. Ainsi, une patrouille de l'armée a essuyé des tirs dans le quartier de Zahiriyé. Avec l'arrivée de renforts dans le secteur, l'armée a vigoureusement riposté et procédé à des perquisitions, arrêtant 18 éléments armés. Des quantités d'armes de guerre, des munitions et des équipements militaires ont été saisies.

Un communiqué militaire précise aussi qu'une unité de l'armée a perquisitionné des endroits d'où étaient partis des tirs dans le quartier de Qobbé, saisissant également des quantités d'armes et de munitions. Forte du soutien de la classe politique et des autorités religieuses de la ville, ainsi que de l'appui de la communauté internationale qui a exprimé ses craintes de voir le Liban glisser dans la guerre civile, la troupe a finalement décidé de sévir contre les groupes armés «incontrôlés» de Tripoli. Un plan détaillé a été préparé et sa mise en œuvre a déjà commencé et devrait s'accélérer. Ce plan consiste en un quadrillage de Tripoli dans le but de séparer les quartiers chauds les uns des autres, afin d'isoler géographiquement les groupes de miliciens qui refusent de déposer les armes.

Dans une seconde étape, l'armée mènerait de vastes perquisitions pour obliger ces groupes à évacuer les rues qu'ils occupent. Les soldats ont l'ordre de riposter aux sources de tirs. Troisième étape, le démantèlement des barricades érigées entre les quartiers et la réouverture des routes fermées à l'aide de remblais de terre et autres obstacles.

Par ailleurs, le député Mohammad Kabbara, membre du Courant du Futur, a annoncé avoir reçu une promesse de la part des Forces de sécurité intérieure (FSI) d'agir avec fermeté contre toute tentative d'atteintes sur des biens appartenant à des personnes de la communauté alaouite à Tripoli. Des miliciens armés ont entrepris, ces dernières 48 heures, d'incendier des commerces et des restaurants appartenant à des alaouites, laissant craindre une épuration sectaire qui envenimerait la situation.

Le plan de l'armée et la fermeté affichée par les hommes politiques de la ville, toutes tendances confondues, devraient logiquement ramener le calme à Tripoli à moyen terme. Mais il ne s'agit que d'une solution provisoire, car tant que les armes et l'argent continuent d'affluer, et que les groupes extrémistes s'organisent sans être inquiétés par les autorités, les affrontements peuvent reprendre à n'importe quel moment. Et chaque round de combats à Tripoli est plus sanglant et plus meurtrier que le précédent.

An Nahar

Abbas Sabbagh, journaliste libanais indépendant

L'affaire des onze otages libanais en Syrie est revenue à la case départ, en dépit de la fin du premier épisode. La libération de l'otage Hussein Ali Omar ne constituera pas le début de la fin de la tragédie de dix autres Libanais qui sont encore retenus en otage dans la ville d'Azaz, à la frontière syro-turque, et de Hassan Mokdad, dont le sort reste inconnu jusqu'à l'heure. La libération de Hussein Omar a laissé des traces positives dans les milieux populaires et politiques qui suivent de près ce drame. Le ministre de l'Intérieur, Marwan Charbel, a poussé son optimisme jusqu'à dire que cette semaine sera décisive dans l'affaire des otages, parlant d'«agréables surprises». Mais la seule surprise agréable serait la libération des 10 Libanais détenus dans un lieu situé près d'un camp de réfugiés syriens, non loin de la ville frontalière turque de Killis. Des milieux proches de ravisateurs ont refusé de commenter l'expression «semaine décisive», même s'ils sont satisfaits du fait que l'otage libéré, Hussein Omar, a exprimé des positions favorables à la révolution syrienne. Ces mêmes sources ont placé la libération de l'otage dans le cadre de «l'initiative» des ulémas musulmans du Liban-Nord, comme l'a indiqué le chef du groupe des ravisateurs, Abou Ibrahim.

Dans ce contexte, des membres des familles des otages ont révélé avoir reçu une proposition d'envoyer une délégation pour rencontrer certains cheikhs de la ville de Tripoli et solliciter leur médiation, mais ils ont décliné cette offre.

Par ailleurs, la cellule de crise ministérielle chargée de suivre ce dossier tient ce lundi une réunion pour évaluer la situation après la libération de Hussein Omar. La cellule attend une position turque qui compléterait la démarche commencée avec le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu pour clore ce dossier. Toutefois, aucune date n'a été encore fixée pour une nouvelle visite en Turquie du ministre libanais de l'Intérieur et les informations disponibles montrent que ce dossier n'est pas prêt d'être réglé. Car la libération de l'otage libanais n'est qu'un geste de bonne volonté et ne s'inscrit pas dans le cadre d'une initiative. La partie turque espère en contrepartie la relaxation de l'un des deux citoyens turcs enlevés au Liban.

Cependant, les choses semblent compliquées, car le clan Mokdad, qui affirme détenir un des deux Turcs, lie sa libération à celle de son fils Hassan.

Al Quds al-Arabi

Le président syrien Bachar el-Assad a promis dimanche de vaincre à «n'importe quel prix» la rébellion, après la mort de centaines de personnes dans une vaste opération de l'armée dans une banlieue de Damas. «Le peuple syrien ne permettra pas au complot d'atteindre ses objectifs. Ce qui se passe aujourd'hui est dirigé non uniquement contre la Syrie, mais contre la région toute entière, mais le peuple syrien ne laissera pas ces projets voir le jour (...) quel que soit le prix à payer», a indiqué M. Assad lors d'une rencontre avec le président de la commission parlementaire iranienne de la sécurité nationale et de la politique étrangère Alaeddine Boroujerdi. Pierre angulaire dans la région, la Syrie est visée par les forces extérieures désireuses de faire réussir leur complot au Proche-Orient, a conclu le chef de l'Etat syrien.

Le chef de la diplomatie syrienne Walid Mouallem, a de son côté écarté toute négociation tant que le pays n'aurait pas été «purgé» des rebelles, a rapporté l'agence iranienne IRNA après une rencontre avec M. Boroujerdi. Le conflit en Syrie doit être réglé par le dialogue, la solution militaire étant «dans l'impasse», a pour sa part déclaré le responsable iranien.

Sur le plan diplomatique, la presse officielle a appelé le nouveau médiateur international, Lakhdar Brahimi, à ne pas suivre le même chemin que son prédécesseur Kofi Annan qu'elle a accusé de s'être «plié aux pressions des Occidentaux et Américains», pour qui toute solution au conflit passe par le départ de M. Assad.

ILS ONT DIT...

Béchara Raï, patriarche de l'Eglise maronite

“ **Les violences confessionnelles** et meurtrières qui ont éclaté entre Bab el-Tebbaneh et Jabal Mohsen sont inacceptables. Il est inacceptable que Tripoli devienne un champ de bataille en raison de divisions liées à la crise en Syrie. Tripoli n'est pas une ville d'extrémisme religieux et le Akkar n'est pas un repère de terroristes. La spirale de violence et de guerre en Syrie est inacceptable. Il est désolant de constater comment un appel aux réformes peut se transformer en une guerre civile confessionnelle. Nous craignons que cette guerre n'arrive au Liban via Tripoli.

Michel Aoun, leader du Courant patriotique libre

“ **Les incidents qui se produisent** dans certaines régions libanaises resteront confinés à ces régions. Toutefois, le Liban est en danger. Mais ce danger vient davantage de l'extérieur que de l'intérieur, car les protagonistes qui veulent la guerre à l'intérieur ne sont pas capables de l'allumer, alors que les parties qui en sont capables ne la veulent pas.

Samir Geagea, chef des Forces libanaises

“ **Il n'y a pas de crainte qu'une** nouvelle guerre civile éclate au Liban bien que certains alliés du régime syrien, et à leur tête le Hezbollah, tentent de susciter des problèmes pour alléger la pression que subit ce régime (...) L'Occident doit soutenir l'ASL pour qu'elle gagne sa bataille. Il faudrait que l'Otan intervienne incessamment, comme elle l'avait fait en Libye.

Hassan Fadlallah, député du bloc du Hezbollah

“ **Les routes libanaises, dont celle** de l'aéroport, ne doivent pas être bloquées. Et ce quel que soit le prétexte invoqué. L'Etat doit assumer ses responsabilités et interdire de tels comportements. Les événements en cours relèvent de la responsabilité de l'Etat et des forces politiques qui ont levé le peuple contre l'armée et entraîné le pays vers l'inconnu. Le Liban fait face à des défis majeurs, tels les incidents et les accrochages de Tripoli. Il faut fournir à l'armée les équipements nécessaires afin qu'elle puisse jouer parfaitement son rôle.

Farouh Chareh apparaît actif et en bonne santé

Farouk al-Chareh est apparu dimanche en public pour la première fois depuis le 20 juillet, lorsqu'il avait représenté Bachar al-Assad aux funérailles de quatre généraux tués dans un attentat, deux jours plus tôt à Damas. Il est apparu devant les journalistes peu avant une rencontre avec Alaeddine Boroujerdi, président de la commission parlementaire iranienne pour la politique étrangère. Le sort de Farouk Chareh avait fait l'objet d'intenses spéculations après la dissidence du Premier ministre Riad Hijab. L'opposition a fait état le 18 août d'une tentative de défection, aussitôt démentie par un communiqué de son bureau. Un ancien vice-ministre syrien dissident, Abdo Houssameddine, avait ensuite affirmé que le vice-président se trouvait «depuis un certain temps en résidence surveillée.» Dernier épisode, ce dimanche même, lorsqu'un courriel envoyé au nom de Farouk Chareh, avait annoncé son limogeage. Les medias officiels avaient parlé d'un faux message. Finalement, Farouk Chareh est apparu actif et en bonne santé.

L'ASL attaque un complexe de l'Eglise évangélique à Alep

Des combattants de l'Armée syrienne libre (rebelles) ont attaqué, dimanche, le complexe scientifique qui relève de l'Eglise évangélique à Alep. Les miliciens ont vandalisé et pillé les lieux.

L'Orient-Le Jour

Scarlett Haddad, journaliste libanaise proche de la majorité

Une phrase dans le dernier discours du secrétaire général du Hezbollah Hassan Nasrallah résume bien la nouvelle équation au Liban: «Ce qui s'est passé avec la famille Mokdad et la multiplication des enlèvements est hors de notre contrôle», a-t-il dit. Il a ensuite invité les protagonistes à interpréter cette phrase comme ils le souhaitent. Certains en ont aussitôt déduit que le Hezbollah est en perte de vitesse et qu'il est en train de s'affaiblir et de perdre son influence sur la rue chiite. Ceux qui pensent ainsi croient qu'à mesure que le régime syrien va se rapprocher de la chute, le Hezbollah va par ricochet perdre de sa puissance et devenir une composante parmi d'autres de la scène politique locale, après avoir remis de facto ses armes à l'État. D'ailleurs, pour certains observateurs, tout ce qui s'est passé ces derniers temps, surtout depuis la visite de Saïd Jalili à Beyrouth, s'inscrit dans le cadre d'une évaluation du rapport de force, notamment celle du Hezbollah. Les sources du 8 Mars sont encore plus précises. Pour elles, tous ces événements étaient une tentative du 14 Mars pour modifier en sa faveur l'équilibre actuel et pour voir quand le Hezbollah se déciderait à réagir.

Indépendamment de la dynamique et du contexte propres à chacun des événements qui se sont succédé sur la scène locale, chacun d'eux aboutissait finalement à tenter d'affaiblir le Hezbollah. Le parti a compris que l'on cherchait soit à l'entraîner dans une action interne pour le discréditer, soit à profiter de son inertie pour pousser petit à petit le Liban vers le camp de l'opposition syrienne et de ceux qui l'appuient. Il a donc réagi là où on l'attendait le moins. Il a décidé de ne plus retenir la rue chiite et de la laisser agir de son propre chef. Le message à l'adresse des forces politiques libanaises était ainsi clair: vous voulez nous pousser à bout, voilà donc ce qui se passe si le Hezbollah et Amal se retirent de la scène. Ce fut donc le fameux mercredi 15 août avec la frénésie des enlèvements et l'instabilité routière. Un chaos auquel personne ne comprenait plus grand-chose et où il n'y avait aucun interlocuteur crédible pour tenter d'y voir clair et circonscrire le désordre. Cette journée de folie a d'ailleurs constitué une sorte d'électrochoc, le gouvernement ayant compris le message et décidé de reprendre en main -autant que possible- la situation. Il a, d'une part, entamé une nouvelle série de négociations avec la Turquie pour obtenir la libération des Libanais enlevés en Syrie et il a donné, d'autre part, un nouveau feu vert à l'armée. Selon les proches du Hezbollah, celui-ci considère que le message du 15 août a été bien reçu... jusqu'au nouvel incident.

As Safir

Mohammad Saleh, correspondant à Saïda

L'annonce, samedi, par le cheikh Ahmad Al-Assir, d'une reprise de son mouvement de protestation à partir de cette semaine a provoqué des réactions de la part des milieux politiques qui lui sont hostiles à Saïda. Des milieux de la majorité dans la ville ont déclaré à ce sujet: «Qui a donné à cheikh Al-Assir l'exclusivité de parler au nom des habitants de la ville et d'organiser des sit-in qui exacerbent les sentiments sectaires? Qui l'a autorisé à prendre au nom de toute la ville des positions hostiles aux armes de la Résistance? Et qui l'a informé que toute Saïda est contre les armes de la Résistance?»

Et la même source de poursuivre: «Si le nombre des partisans d'Al-Assir à Saïda s'élève, dans la meilleure des hypothèses, à 2000 hommes et femmes -bien que ce chiffre soit exagéré- le nombre d'habitants de la région s'élève à 150000 personnes, dont 55000 électeurs. Qui a donné à Ahmad Al-Assir le droit de parler et de décider en leur nom et de prendre la ville dans une direction qu'ils ne souhaitent pas?» «Si Ahmad Al-Assir affirme que la majorité des habitants de Saïda le soutient, poursuit la même source, comment explique-t-il la multiplication des ventes d'appartements, par ses plus proches voisins, c'est-à-dire près de sa mosquée Bilal Ben Rabah et à l'intérieur du périmètre de sécurité qu'il a établi? Le fait que toutes ces personnes veulent s'éloigner de lui et aller vivre ailleurs ne reflète-t-il pas une attitude négative à son égard?»